



Démarches qualité Un regard extérieur

Les producteurs de légumes bretons se sont fortement investis dans le développement des démarches qualité depuis plus de dix ans. Celles-ci n'ont cessé d'évoluer pour anticiper et répondre aux demandes du marché de plus en plus exigeant en matière de qualité. Face à la diversité de ces demandes, les OP se sont progressivement dirigées dans des politiques qualité autonomes. En ouvrant nos pages à des personnes extérieures, nous avons souhaité poser un regard neuf sur l'essor de ces démarches.

Agri Confiance est la démarche qualité la plus représentée en Bretagne avec 22 % du volume commercialisé pour le plein champ et 61 % pour la tomate. Initiée par Coop de France, c'est une certification qualité système impliquant l'ensemble de la profession pour répondre aux attentes des clients avec un système qualité cohérent.

La filière tomate se distingue par une large adhésion à la démarche Agri Confiance représentant plus de

60 % des volumes commercialisés. Dans le cas de la tomate, certaines OP font actuellement le choix de basculer en EurepGap.

Développement d'EurepGap/GlobalGap

A l'instar de la majorité des certifications actuelles (Nature's Choice, QS), EurepGap/GlobalGap, pilotée par la grande distribution, est assimilable à un cahier

des charges client. Sa reconnaissance tend actuellement à s'élargir, passant d'un plan européen à un plan mondial (voir p4 GlobalGap). Le respect de ces cahiers des charges et l'obtention de la certification, permettent de répondre aux demandes des clients de plus en plus exigeants en matière de qualité.

Depuis 2004 et les premières certifications, la part de volume certifié EurepGap commercialisé n'a cessé d'augmenter. En effet, 5 % de la production bretonne de légumes frais seulement était certifiée EurepGap en 2005. Elle représente 30 % aujourd'hui, tous produits confondus.

Il est clair qu'aujourd'hui les certifications sont essentielles à la commercialisation. Elles constituent un droit d'accès au marché pour de nombreux produits. La mise en place de ces démarches ont également eu un réel impact positif sur l'amélioration des pratiques culturelles et environnementales ainsi que sur l'organisation au sein même des exploitations.

Cependant, face à la surenchère des demandes clients, il convient de prendre du recul.

Olivier Chesnais
Responsable Environnement-Qualité





Raymond Ferron du Val nantais

Qualité et transparence



Raymond Ferron est responsable du service technique production du Val Nantais depuis 1985. Il a accompagné la mise en place des démarches qualité dans sa structure.

A quand remonte les premières démarches qualité au Val Nantais ?

L'agriculture raisonnée, le respect de l'environnement et du consommateur ne sont pas des principes récents à Val Nantais. La certification Agri Confiance date de 1999 et correspond à la philosophie de la coopérative. Nous souhaitons donner des signes forts de qualité à nos clients. Agri Confiance est un moyen qui nous a permis de généraliser la pratique de l'agriculture raisonnée et d'écrire notre métier avec précision et transparence. Nous espérons bien voir Agri Confiance se développer pour donner une grande notoriété à cette assurance qualité, auprès de nos clients et des consommateurs.

Que pensez-vous de la montée en puissance de EurepGap/GlobalGap et Nature's Choice ?

Nous vendons beaucoup en Angleterre et en Allemagne alors, pourquoi pas une certification européenne ? EurepGap/GlobalGap est une démarche que nos producteurs certifiés pouvaient rapidement atteindre. Nous l'avons intégré dans la procédure Agri-Confiance, en gérant la contrainte, des usages non pourvus ou mal pourvus, pour nos cultures telles que la mâche, les radis... Aujourd'hui 1 exploitation sur 5 est certifiée EurepGap/GlobalGap. Pour Nature's Choice nous étions plus réservés, mais la demande d'un client ne nous a pas laissé le choix. Nous avons engagé la démarche et à ce jour nous avons une exploitation certifiée pour les produits mâche et poireau. Ce

qui nous désole aujourd'hui, c'est la surenchère des démarches qualité, avec pour chacune, des cahiers des charges (CDC), des audits... C'est à qui lavera plus blanc ! Ceci pourrait encourager certains opérateurs à tout accepter, quitte à ne pas respecter les contraintes excessives de certains CDC. Pour notre part nous refusons cette position. Nous voulons continuer à faire notre métier dans la transparence. Quand nous ne sommes pas en mesure de respecter certains points, nous préférons le dire clairement à notre client.

Pensez vous basculer à 100 % en GlobalGap ?

Oui, on va le faire progressivement. Nous travaillons pour harmoniser les CDC des certifications, afin de limiter les documents et pouvoir effectuer des audits communs. Ce sera beaucoup plus simple et efficace. AgriConfiance est le socle de notre démarche sur lequel nous adaptons les demandes complémentaires des différents CDC.

D'après vous la France est-elle en retard dans les démarches qualité ?

On le dit parfois, mais au contraire je pense que nous mettons sur le marché des produits de la meilleure qualité. En France, c'est vrai qu'on hésite et qu'on prend le temps pour faire les choses. Mais la qualité demande du temps. En Espagne, par exemple, des certifications sont obtenues avec une grande rapidité, mais que devons nous en penser ? Il est certain que nos voisins ont une approche beaucoup plus commerciale, ils se posent moins de questions que nous.

Le Val Nantais

- 70 exploitations
- 54 en Agri confiance
- 13 Eurep Gap
- 1 Nature's choice

- % par rapport aux volumes commercialisés**
- 80 % en Agri confiance
 - 5 à 40 % en EurepGap selon les produits
 - 10 % en Nature's choice

Produits : Mâche, poireau, radis, salades, carotte, navet, céleri, concombre, tomate.

Marteen De Moor, Belgique

“Bientôt 100 % des producteurs certifiés”

Marteen de Moor est directeur de Lava en Belgique, l'équivalent du Cerafel. Hormis ceux qui vont partir en retraite, les 6 000 producteurs souhaitent être certifiés.

Quand avez-vous initié les premières démarches qualité ?

On a démarré en 1995 avec la marque Flandria et deux produits : la tomate et l'endive. Aujourd'hui plus de 50 produits sont sous certification. Les producteurs se

sont engagés en grande majorité, la valorisation du produit est meilleure lorsqu'il est certifié.

Quels cahiers des charges sont en vigueur ?

Il y en a plusieurs. Le producteur peut être engagé

dans la démarche GIQF (Gestion Intégrale de la Qualité de la Filière)*, mise en place par nos soins ou dans EurepGap, voire les deux. S'il n'est pas certifié, il ne peut pas livrer au Veiling (cadran). S'il a les deux, il peut livrer sous la marque Flandria. Le but ultime de



Pierre Varlet, section nationale pommes

“La Bretagne est en avance”

Pierre Varlet est animateur de la charte nationale de production fruitière intégrée au sein de la section nationale pommes.

Comment s'est passée la mise en place des démarches qualité dans la filière Pommes ?

Nous avons mis en place notre charte nationale de production fruitière intégrée (PFI) en 1997. A l'époque, nous souhaitions répondre aux demandes clients et nous sentions que ces démarches allaient se développer. Nos principaux concurrents, les Italiens en parlaient aussi. Nous voulions éviter que tous les opérateurs créent leur propre cahier des charges. En 2001, EurepGap/GlobalGap est apparu. Nous avons gardé notre cahier des charges PFI et ses spécificités notamment sur l'arboriculture et la lutte alternative. Nous l'avons adapté à EurepGap/GlobalGap de manière à pouvoir réaliser des audits combinés. 2000 producteurs sont engagés dans la démarche PFI et environ 1000 sont passés EurepGap/GlobalGap. C'était un passage obligé pour garder nos parts de marché en Europe du Nord. Notre premier marché à l'export, c'est l'Angleterre. La Belgique et la Hollande sont aussi de bons clients... Certains opérateurs sont également rentrés dans la démarche Nature's choice. C'est une démarche très lourde dans laquelle les producteurs ne sont pas prêts à s'investir. Sans parler des cahiers des charges de la GMS française, la certification des stations...

Les démarches qualité ont pris énormément d'ampleur depuis 10 ans, que pensez-vous

de cette évolution et pensez-vous que la France soit en retard par rapport à ses voisins européens dans ce domaine ?

Nos voisins européens ne connaissent pas leur chance. En France, nombreux sont les distributeurs à vouloir développer leur propre cahier des charges de production et nous avons beaucoup de mal à les convaincre que c'est inutile, puisqu'il en existe déjà... C'est un éclatement des démarches que l'on ne rencontre pas ailleurs...

Comment envisagez-vous l'avenir de ces démarches ?

Les choses vont peut-être se calmer un peu si la demande devient supérieure à l'offre. Le premier critère de référencement reste le prix, ne l'oublions pas. Par ailleurs, il ne faut pas négliger la réglementation qui devient en elle-même une démarche qualité...

Quelle image avez-vous de la filière légumes bretonne ?

Dans certaines régions, on voit des groupes de producteurs en avance. En Bretagne, c'est toute une région qui a pris de l'avance avec une réelle prise de conscience collective autour de l'enjeu de l'environnement-qualité.



La pomme française en chiffres

- 4500 producteurs pommes
- 1000 producteurs certifiés EurepGap/charter PFI
- 300 producteurs en AOC pommes du limousin

Le bio représente 900 ha sur 45 000 ha
Volume produit en 2007 :

- 1,6 million de tonnes.
- 650 000 exportés.

tous les producteurs est d'être certifié. Tout le monde ne peut pas le faire. Bon nombre d'exploitants sont proches de la retraite et ne souhaitent pas s'investir dans ces démarches. Il s'interrogent sur leur succession. Dans quelque temps, les entreprises seront moins nombreuses, mais plus grandes et la certification concernera 100 % d'entre elles.

Que pensez-vous de la prépondérance de GlobalGap ?

C'est un cahier des charges « commercial ». Si tu ne l'as

pas tu ne livres pas ! C'est une exigence du client. Cependant, un grand pouvoir est exercé par Global gap qui ne tient pas forcément compte de la réalité des producteurs. Et puis est-ce naturel qu'un cahier des charges soit mondial ? C'est plus facile pour l'acheteur, mais cela ne peut pas s'adapter à toutes les situations. C'est pour cette raison que nous défendons notre cahier des charges GIQF, c'est un contrepoids. Il répond déjà à 80 % des points des cahiers des charges existants. C'est plus facile ensuite pour un producteur GIQF de s'engager dans une autre démarche.

Vous pensez que la France est en retard ou en avance dans ces domaines ?

Nous avons une tradition d'export plus forte que vous, je pense et à ce titre nous avons sans doute été confrontés plus tôt aux exigences de nos clients anglais ou allemands.

* pour plus d'info : www.vegoplan.be



Les démarches de certification en Bretagne

Certification des exploitations



EurepGap devient GlobalGap

Le système de qualité basée à Cologne en Allemagne s'appelle désormais GlobalGap pour formaliser sa dimension mondiale. Les responsables l'ont annoncé lors de la 8^e conférence annuelle en Thaïlande le 7 septembre dernier. Depuis sa naissance voilà dix ans, l'organisation qui visait initialement l'Europe, a vu son influence grandir jusqu'à l'adoption de son cahier des charges par l'Amérique centrale et du Sud, l'Afrique, l'Asie australie et plus récemment le Japon et le Thaïlande. Près de 80 000 producteurs sont certifiés GlobalGap en 2007 dans pas moins de 80 pays, sans compter ceux qui sont en cours de certification.

Définition de GlobalGap par GlobalGap

GlobalGap est une organisation privée qui propose des certifications qualité volontaires pour les productions agricoles. Le cahier des charges GlobalGap est avant tout conçu pour assurer au consommateur que la nourriture qu'il achète a été produite dans le cadre de bonnes pratiques agricoles avec un impact environnemental limité, et une approche responsable dans le respect de la santé et de la sécurité des salariés et du bien-être des animaux.

Pour plus d'info : www.globalgap.org

Démarches de certification engagées

Total

Nombre de producteurs certifiés

AGRI-CONFIANCE Qualité-Environnement plein champ	198
AGRI-CONFIANCE Qualité tomate	162
EUREPGAP	427
Nature's Choice	4
AOC	700
BIO	23

Nombre de stations certifiées

Certification ISO 9001 version 2000	14
EUREPGAP	32

Représentativité (% volumes commercialisés)

AGRI-CONFIANCE Qualité-Environnement plein champ	22 %
AGRI-CONFIANCE Qualité tomate	61 %
EUREPGAP	30 %
Certification ISO 9001 version 2000	45 %

Point de vue

Jean-François Proust est animateur du Forum Phyto et responsable de la relation client sur la question phytosanitaire à Prince de Bretagne.

La bonne question à poser aujourd'hui, c'est : Global gap a-t-il de l'avenir ? Tous ces systèmes qualité pilotés par la grande distribution posent un problème structurel : ils sont déconnectés de la production sur un plan pratique. Qu'est-ce qu'un système qualité ? C'est une façon de formaliser un dialogue entre un fournisseur et

un client. Dans un vrai système, on formalise des exigences et dans le même temps, on aide le fournisseur à satisfaire à ces exigences et à trouver des solutions. Or tous les systèmes en place sont principalement tournés vers le client. Est-ce tenable et fiable à long terme ?